AR Prefecture

016-211603030-20251002-DCDEAGREERATIONS Reçu le 03/10/2025

DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIAPL DE LA COMMUNE DE SAINT BONNET

SI ANCE du 2 octobre 2025

L'an deux mil vingt-cing, le deux octobre à 20 h 30

Le Conseil Municipal de la commune de SAINT-BONNET, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la présidence de Madame Sandrine POURTAU, le Maire.

Secrétaire de séance : Mme Adeline GILBERT

Date de convocation: 26 septembre 2025

Présents: Mme Sandrine POURTAU, M. Éric ROBIN, Mme Adeline GILBERT, M. MANDIN Michel, M. BARREAU Kévin, Mme BUREAU Angélique, Mme Stéphanie IDIER, Mme PERES Marie-Claire, M. Yoann FRÉMONDIÈRE-DELÉTOILE

Membres

en exercice: 09

Présents: 9

Votants: 9

Pouvoirs: 0

N° DCM 2025 41

Validation du devis pour l'installation d'un système de sécurité à l'entrée de la mairie

Exposé des motifs

Conformément aux obligations de sécurité des bâtiments publics et aux recommandations des forces de l'ordre, la commune de Saint-Bonnet a engagé une réflexion sur le renforcement des dispositifs de protection de son accueil municipal. À la suite d'une visite des gendarmes, il est apparu important d'équiper l'entrée de la mairie d'un système de sécurité, afin de :

- Contrôler les accès et identifier les visiteurs avant ouverture, dans un contexte de prévention des risques (intrusions, agressions, etc.);
- Anticiper l'intégration future avec le système de vidéoprotection prévu par la collectivité, garantissant une cohérence technique et une optimisation des investissements ;
- S'inscrire dans une démarche proactive de sécurisation des agents et des usagers, alignée sur les pratiques observées dans des communes comparables (ex. : installation de systèmes similaires à Reignac, Charente).

Un devis a été sollicité auprès de l'entreprise STAC Systèmes, déjà intervenue pour des équipements équivalents sur le territoire ainsi qu'un devis à la société PROLIANS pour le changement du verrou de la porte d'entrée

Le coût proposé s'élève à 834.10 € TTC (installation incluse) plus le verrou 122.48 € TTC, montant jugé raisonnable au regard :

- Des tarifs pratiqués pour des prestations comparables (cf. benchmarks sectoriels);
- De la simplicité technique du projet, compatible avec les infrastructures existantes ;
- De l'absence de frais de maintenance récurrents significatifs.

Cette dépense, inscrite au budget communal article 2181, sera financée sur les crédits disponibles de la section d'investissement. Elle répond à un besoin immédiat de sécurité, tout en préparant l'évolution future du système de surveillance de la mairie.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) :

- Article L. 2122-21: Compétence du conseil municipal pour autoriser les dépenses d'investissement.
- Article L. 2212-2: Pouvoirs de police du maire en matière de sécurité et de salubrité publique.
- Article L. 2331-1: Règles budgétaires applicables aux communes.

64

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

AR Prefecture

016-211603030-20251002-DCM 2025 41-DE

Reçu le 03/10/2 Offi cet exposé, le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité ou à la majorité :

- Approuve le devis présenté par l'entreprise STAC Systèmes pour l'installation d'une caméra à l'entrée de la mairie, d'un montant de 834.10 € TTC.
- Approuve le devis présenté par l'entreprise PROLIANS pour le changement du verrou de la porte d'entrée de la mairie, d'un montant de 122.48 € TTC
- Autorise Mme le Maire à :
 - Signer le bon de commande correspondant;
 - Passer tous actes administratifs nécessaires à la réalisation des travaux.

Fait et délibéré les jour, mois et an que-dessus Le Maire, Sandrine POURTAU

Adoptée à l'unanimité



⁻ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

⁻ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.